



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/3 – Bicpe - CA

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la Société
ACIERIES ET FORGES D'ANOR pour son
établissement situé à ANOR.**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment son titre 1^{er} des parties réglementaires et législatives du Livre V ;

Vu le décret n° 2005-378 du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 janvier 2010 imposant à la société ACIERIES ET FORGES D'ANOR la réalisation de la première phase (surveillance initiale) de l'action relative aux rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique ;

Vu le rapport en date du 21 mai 2013 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement précisant que l'exploitant ne s'est pas conformé aux dispositions de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire précité demandant la remise sous 12 mois à compter de la notification de l'arrêté d'un rapport de synthèse sur cette surveillance initiale ;

Considérant que la société ACIERIES ET FORGES D'ANOR n'a pas remis son rapport de synthèse de la surveillance initiale comme prescrit à l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire précité ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de mettre en demeure la société ACIERIES ET FORGES D'ANOR de se mettre en conformité au regard de l'arrêté préfectoral susvisé dans le but de pouvoir déterminer pour quelles substances il est nécessaire de poursuivre la surveillance ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} -

En application de l'article L.514-1 du Code de l'Environnement, la société ACIERIES ET FORGES D'ANOR est mise en demeure, de respecter, **dans un délai d'un mois** à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions suivantes de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 04 janvier 2010 :

« ...L'exploitant doit fournir dans un délai maximal de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral un rapport de synthèse de la surveillance initiale ».

Article 2 -

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

Article 3 -

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 4 -

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le Sous-Préfet d'Avesnes-sur-Helpe sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Maire d'ANOR,
- Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie d'ANOR et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le 17 JUIN 2013

Le préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général adjoint


Eric AZDULAY

